

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE FACTORING (SG FACTORING)

Société anonyme au capital de 14 400 000 €
Siège social : 6, allée des Sablons 94120 Fontenay-sous-Bois
702 016 312 R.C.S. Créteil

A. — Comptes sociaux 31 décembre 2024.

I. — Bilan.
(En milliers d'Euros.)

Actif	2024	2023
Caisse, banques centrales, CCP		
Effets publics et valeurs assimilées		
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	481 076	556 015
Opérations avec la clientèle	9 629 121	10 023 875
Obligations et autres titres à revenu fixe		
Actions et autres titres à revenu variable		
Participations et autres titres détenus à long terme	53	56
Parts dans les entreprises liées		
Immobilisations incorporelles	23 336	23 016
Immobilisations corporelles	4	5
Capital souscrit non versé		
Actions propres		
Autres actifs	5 532	5 384
Comptes de régularisation	6 610	12 781
Total de l'Actif	10 145 732	10 621 133

Passif	2024	2023
Banques centrales, CCP		
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	8 442 552	9 012 528
Opérations avec la clientèle	1 312 902	1 237 079
Dettes représentées par un titre		
Autres passifs	31 663	35 274
Comptes de régularisation	52 339	68 569
Provisions	6 931	7 370
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)		
Capitaux propres hors FRBG	299 345	260 312
Capital souscrit	14 400	14 400
Réserves	245 912	207 602
Provisions réglementées et subventions		
Report à nouveau (+/-)	0	1
Résultat de l'exercice (+/-)	39 033	38 310
Total du passif	10 145 732	10 621 133

II. — Hors-bilan.

Hors bilan	2024	2023
Engagements donnés :		
Engagements de garantie	909 862	767 246
Engagements reçus :		
Engagements de financement	70 309	357 079
Engagements de garantie	4 860 209	3 836 619

III. — Compte de résultat.

	(En milliers d'Euros)	2024	2023
+	Commissions anticipation	389 512	396 722
+	Produits sur les opérations interbancaires	13 072	10 001
	Charges sur opérations interbancaires	-314 103	-309 465
+	Commissions de service	42 613	45 953
+	Commissions (produits)	8 018	10 196
	Commissions (charges)	-16 556	-17 099
+	Autres produits d'exploitation bancaire	1 175	3 016
	Autres charges d'exploitation bancaire	-193	-1 812
	PRODUIT NET BANCAIRE	123 537	137 512
	Charges générales d'exploitation *	-62 898	-72 103
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles	-7 217	-6 653
	RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION	53 422	58 756
+/-	Coût du risque	-105	-5 515
	RÉSULTAT D'EXPLOITATION	53 316	53 241
+/-	Gains ou pertes sur actifs immobilisés	0	20
	RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOT	53 316	53 261
	Impôt sur les bénéfices	-14 284	-14 951
	RÉSULTAT NET	39 033	38 310

IV. — Annexes comptables - comptes sociaux au 31 décembre 2024.

Ces comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 27 mars 2025.

I. — Présentation de la société et faits caractéristiques de l'exercice.

Société Générale Factoring (SG Factoring), filiale d'affacturage de la Société Générale, propose aux entreprises des solutions de gestion, de financement et de garantie de leurs créances commerciales.

Les annexes de l'exercice 2024 ne présentent pas d'événement marquant.

II. — Principes, règles et méthodes comptables.

Les comptes sociaux de SG Factoring ont été établis et sont présentés conformément aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit, du Règlement ANC n°2014-07 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité d'exploitation,
- Permanence de méthodes d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices
- et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Tous les montants sont indiqués en KEUR. Les informations présentées dans les annexes aux comptes annuels se concentrent sur celles qui revêtent un caractère pertinent et matériel au regard des états financiers de SG Factoring, de ses activités et des circonstances dans lesquelles celles-ci se sont réalisées au cours de la période.

2.1. Changement de méthode et de présentation des comptes annuels.

Il n'y a eu aucun changement de méthode et de présentation des comptes annuels en 2024.

2.2. Opérations avec la clientèle :

— Créances d'affacturage : Les créances acquises dans le cadre d'un contrat d'affacturage deviennent juridiquement la propriété de SG Factoring et figurent à l'actif de son bilan.

Pour certaines typologies de produits, la cession des créances se réalise en toute confidentialité vis-à-vis des débiteurs, l'adhérent conservant la maîtrise de ses relations commerciales. Ce produit d'affacturage non notifié voit la gestion confiée à l'adhérent via un mandat de gestion.

Les opérations dites « spéciales » sont des programmes de cession de créances à vocation déconsolidante, la plupart du temps assortis de mandat de gestion au profit des Adhérents.

— Comptes courants d'adhérents : Il est ouvert entre le cédant et la société d'affacturage une convention de compte courant selon laquelle toutes les sommes dues par la société d'affacturage et celles dues par le cédant au titre des créances acquises dans le cadre du contrat d'affacturage sont inscrites dans un compte courant unique. Toutes les créances et dettes réciproques inscrites dans ce compte courant sont connexes et indivisibles et se compensent de plein droit lorsqu'elles sont exigibles.

L'inscription en compte courant vaut juridiquement paiement de la créance ce qui permet à la société d'affacturage d'être subrogée dans les droits sur la créance.

Le solde créditeur du compte courant, diminué des sommes indisponibles, est mis à disposition de l'adhérent qui peut l'utiliser en fonction de ses besoins de trésorerie.

Des sous-comptes du compte courant sont créés pour les besoins du fonctionnement du contrat d'affacturage. Ainsi, les sommes indisponibles (retenue de garantie, réserve de garantie, ...) sont enregistrées au « compte d'affacturage indisponible ». Ces sommes, permettant de couvrir le risque de dilution, ne peuvent généralement être encaissées par l'adhérent qu'après réception du paiement du débiteur.

Les compensations entre les postes d'actif et de passif du bilan, ou de charges et de produits du compte de résultat, sont contrares aux dispositions de l'article L. 123-19 du Code de Commerce. Ainsi, les positions débitrices et créditrices d'adhérents différents ne peuvent être compensées dans la mesure où elles ne relèvent ni de la compensation légale ni des compensations connexes ou conventionnelles. Elles figurent de manière distincte au passif et à l'actif du bilan. Cependant, la compensation pour un même adhérent des comptes courants débiteurs et créditeurs est justifiée dans la mesure où elle fait l'objet d'un accord des parties dans le contrat d'affacturage et entre donc dans le cas prévu de la compensation conventionnelle qui s'impose aux deux parties au travers de la convention de compte courant. Cette compensation est également justifiée par l'existence d'un lien de connexité entre les opérations transitant par ces comptes.

2.3. Immobilisations et amortissements :

— Immobilisations incorporelles générées en interne : Les études informatiques générées en interne se rapportant à un projet en méthode classique ou en méthode agile sont immobilisées, chaque fois que le coût global du projet ou de la release concerné dépasse 50 KEUR. Les coûts engagés sont enregistrés en compte d'immobilisations en cours jusqu'à la livraison-mise en production qui indique le début de l'utilisation du projet et l'enregistrement en immobilisations incorporelles. Cette opération marque le début des amortissements comptables.

Conformément au règlement ANC n° 2014-03 du 5 juin 2014 modifié par les règlements ultérieurs, seules les phases de développement informatique (études détaillées, réalisation et recettage) sont immobilisées. La phase de recherche, les études d'opportunité et de faisabilité, ainsi que les phases de formation et de maintenance, n'étant pas immobilisables, sont directement passées en charges.

Pour une homogénéité de traitement entre les projets gérés en méthode classique (cadrage, spécification, développement, homologation) et les projets gérés en méthode agile (sprints itératifs sur des périodes de temps bornées appelées « Releases »), la partie non immobilisable est de 15% pour tous les projets. Ce pourcentage appliqué résulte du réel historique constaté.

— Autres immobilisations – amortissements Hormis les immobilisations générées en interne, les immobilisations incorporelles sont essentiellement constituées de logiciels informatiques externes.

Les immobilisations incorporelles sont amorties linéairement sur 4 ans sauf cas particulier de projet structurant de grande ampleur pour l'entreprise dont la durée d'utilisation est portée à 7 ans. Les logiciels informatiques externes sont amortis sur 3 ans.

Les immobilisations corporelles constituées de matériel informatique, de matériel et mobilier de bureau, d'agencements et aménagements sont amorties linéairement sur 3, 5 ou 10 ans. Les durées d'amortissement retenues ont été déterminées en fonction des durées d'utilité des biens considérés.

Lorsqu'il existe des indices de perte de valeur, un test de dépréciation visant à comparer la valeur comptable du bien et sa valeur actuelle est effectué. En cas de perte de valeur, une dépréciation est constatée en compte de résultat, dans la rubrique "Dotations aux amortissements et aux provisions pour dépréciation".

2.4. Créances, dépréciations pour risques de crédit

— Créances douteuses : En cohérence avec la nouvelle définition des douteux (NDOD) et avec les principes IFRS, SG Factoring a revu et amélioré la classification de ses douteux sur les éléments suivants :

- la simplification de la classification en adéquation avec les statuts de gestion des dossiers :
 - Disparition des catégories douteux compromis, litigieux simples et litigieux compromis
 - Correspondance simple avec le stage IFRS 9
- le principe de contagion : un débiteur classé en défaut / douteux par l'entité en charge du suivi du risque de crédit (responsable de la relation client SG), est considéré en défaut dans l'ensemble du Groupe et toutes ses expositions font l'objet d'un déclassement systématique (principe d'unicité de la note)
- le critère de l'arriéré de paiement (« DPD ») appliqué quotidiennement pour l'identification du défaut est le socle de détermination de l'impayé de plus de 90 jours
- le retour au statut sain d'un tiers avec le respect d'une période probatoire
- la suppression de la tolérance sur les organismes publics

Par conséquent, les créances portées dans ce poste sont désormais ventilées en créances douteuses ou litigieuses avec la distinction de celles portant sur les adhérents ou sur les débiteurs

— Provisions sur créances saines et douteuses : En cohérence avec les modalités d'estimation des pertes de crédit attendues, retenues dans les comptes consolidés du groupe Société Générale depuis l'application de la norme IFRS 9 à compter du 1er janvier 2018, Le montant des provisions pour risque de crédit est désormais évalué à hauteur des pertes attendues à terminaison calculées sur la base des encours sains dégradés (portefeuilles homogènes de crédits et d'engagements ayant subi une dégradation significative du risque de crédit depuis leur comptabilisation initiale)

— Provisions collectives sur créances saines : Sans attendre qu'un risque de crédit avéré ait individuellement affecté une ou plusieurs créances ou engagements et afin de fournir une meilleure information au regard de son activité, SG Factoring comptabilise une provision pour risque de crédit sur les encours sains non dégradés, à hauteur des pertes de crédit qu'elle s'attend à subir à horizon d'un an.

Les pertes de crédit à un an sont évaluées en prenant en considération les données historiques et la situation présente. Le montant de la provision est ainsi égal à la valeur actualisée des pertes de crédit attendues en tenant compte de la probabilité de survenance d'un événement de défaut au cours de l'année qui suit et, le cas échéant, de l'effet des garanties appelées ou susceptibles de l'être. Le montant de garantie est un montant nominal, correspondant à une quotité de l'encours.

Par ailleurs, l'identification d'une dégradation significative du risque de crédit sur des encours sains conduit SG Factoring à les mettre sous surveillance (portefeuille des encours risques sensibles ou des encours watch listés) et donne lieu à l'enregistrement d'une provision à hauteur des pertes de crédit qu'elle s'attend à subir à maturité. L'identification d'une dégradation significative est appréciée en tenant compte de toutes les informations historiques et prospectives disponibles : évolution de la note de la contrepartie, évolution du secteur d'activité, des conditions macroéconomiques et du comportement de la contrepartie qui peuvent être révélateurs d'une dégradation du risque de crédit ainsi que l'existence d'impayés.

Les pertes de crédit à maturité sont évaluées en prenant en considération les données historiques, la situation présente ainsi que des prévisions raisonnables d'évolution de la conjoncture économique et des facteurs macroéconomiques pertinents jusqu'à la maturité des instruments. Le montant de la provision est ainsi égal à la valeur actualisée des pertes de crédit attendues en tenant compte de la probabilité de survenance d'un événement de défaut sur la durée de vie des encours concernés et, le cas échéant, de l'effet des garanties appelées ou susceptibles de l'être.

La provision collective des créances saines est réévaluée mensuellement.

Les variations des provisions collectives pour risque de crédit ainsi calculées sont enregistrées en coût du risque.

— Dépréciations sur créances douteuses débiteurs : La plupart des créances sont garanties au titre d'une police d'assurance-crédit, qui permet à SG Factoring de percevoir une indemnité en cas d'insolvabilité déclarée. Le taux de dépréciation, pour ces créances, est égal à 100% du montant HT du risque résiduel, après prise en compte de la garantie.

Les créances ne faisant l'objet d'aucune garantie sont dépréciées (pour leur montant hors taxes) en fonction du taux de récupération réellement constaté pour les débiteurs « in bonis » (application d'une méthode statistique) et à 95% pour les débiteurs ayant fait l'objet d'une procédure collective.

Toutes les créances douteuses débiteurs n'ont pas vocation à être dépréciées et les dépréciations peuvent être passées, soit au titre du risque adhérent, soit au titre du risque débiteur.

Les créances douteuses simples ne sont pas représentatives d'un risque avéré et de ce fait ne sont pas dépréciées.

Les créances douteuses débiteurs peuvent être reclassées en cours sains lorsque le risque de crédit avéré est définitivement levé.

— Dépréciations sur créances douteuses adhérents : Les dossiers adhérents sont transmis au service contentieux et enregistrés en douteux compromis, lors de la constatation du risque de non-paiement.

Pour les créances enregistrées au service contentieux, le taux de dépréciation est fixé en fonction du risque de perte finale, déterminé après analyse d'une part de la situation financière de l'adhérent, d'autre part de la qualité des créances composant les encours, et après prise en compte des éventuelles garanties.

— Utilisation des systèmes de notations externes et internes :

		SGF n'est pas secteur de suivi du tiers	SGF est secteur de suivi du tiers
Adhérents	Portefeuille bâlois non Retail	Utilisation de la note de Société Générale	Notation de l'adhérent par SGF
	Portefeuille bâlois Retail	Utilisation de la note de Société Générale Ou Utilisation de la note obtenue par mapping de note SCRL/ Société Générale	Utilisation de la note obtenue par mapping de note SCRL/ Société Générale en l'absence de note Société Générale
		Le débiteur est client Société Générale	Le débiteur n'est pas client Société Générale
Débiteurs	Encours supérieur à 1 million d'euro	Utilisation de la note du groupe Société Générale	Notation du débiteur par SGF
	Encours inférieur à 1 million d'euro	Utilisation de la note de Société Générale si elle existe, Ou Utilisation de la note obtenue par mapping de note SCRL/ Société Générale si tiers non noté	Utilisation de la note obtenue par mapping des notes SCRL/ Société Générale

2.5. Commissions

Les commissions perçues par les sociétés d'affacturage peuvent être classées en :

- Commissions d'affacturage rémunérant les différents services rendus par la société d'affacturage autres que le financement (recouvrement des créances, garanties du risque débiteur). Elles sont aussi dénommées commissions de service chez SG Factoring.
- Commissions de financement correspondant aux intérêts calculés en fonction du montant et de la durée de financement des créances achetées, appelées commissions d'anticipation chez SG Factoring.

La commission d'affacturage (de service) qui rémunère l'ensemble des services du factor s'applique ad valorem sur le montant des factures cédées. Un report de commission est calculé chaque fin de mois, pour tenir compte du fait que la commission d'affacturage rémunère le service rendu à l'adhérent jusqu'à extinction de la créance dans nos livres. Ce report de commission calculé linéairement est comptabilisé en "Produits constatés d'avance".

La commission de financement (d'anticipation) rémunère les financements accordés par SG Factoring à ses adhérents. La base de calcul de cette commission tient compte de la retenue de garantie. Une partie des recettes de financement est rétrocédée à certains adhérents en fin de mois sur la base du montant de cette retenue de garantie.

La commission d'anticipation post comptée est comptabilisée en fin de mois.

La commission d'anticipation précomptée est comptabilisée à la mise à disposition des fonds. Un produit constaté d'avance est enregistré en fin de mois, calcul linéaire, pour tenir compte de la durée de portage qui excède la clôture de l'exercice.

Quelle que soit la nature de la commission, la méthode d'évaluation est la méthode alternative basée sur un étalement linéaire des frais.

2.5. Indemnités de fin de carrière

Dans un but d'amélioration de l'information et d'harmonisation avec les règles en vigueur dans le groupe Société Générale, les indemnités de fin de carrière sont comptabilisées.

SG Factoring a recours à des actuaires indépendants pour la valorisation de ses engagements. La provision comptabilisée au bilan correspond à la valeur actuarielle des engagements de retraite et prestations assimilées minorée de la valeur de marché des actifs venant en couverture des engagements.

L'autorité des Normes Comptables a modifié le 5 novembre 2021 la recommandation n°2013-02 du 7 novembre 2013 relative aux règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraite et avantages similaires pour les comptes annuels établis selon les normes comptables françaises.

La provision est évaluée régulièrement par des actuaires indépendants selon la méthode des unités de crédit projetées. Cette méthode d'évaluation tient compte d'hypothèses démographiques, de départs anticipés, d'augmentation de salaires et de taux d'actualisation et d'inflation.

SG Factoring finance son régime à prestations définies en souscrivant un contrat d'épargne retraite auprès de Malakoff – Humanis. Ces actifs de financement constitués sont exclusivement destinés à régler les prestations du régime. Ils répondent à la définition d'actif du régime, la provision destinée à couvrir les engagements concernés est diminuée de la juste valeur de ces fonds.

La charge annuelle est comptabilisée en frais de personnel au titre des régimes à prestations définies comprend les droits supplémentaires acquis par chaque salarié, la variation de l'engagement à la suite d'une modification ou à une réduction d'un régime, le coût financier correspondant à l'effet de la désactualisation de l'engagement et le produit d'intérêt généré par les actifs du régime, effet des liquidations de régimes.

Les principales hypothèses actuarielles à la date de clôture et leur base de détermination sont :

- Taux d'actualisation : 4,00%,
- Taux d'inflation : 2,56%
- Taux d'augmentation des salaires (hors inflation) : 2%,
- Taux de rendement des actifs du régime et/ou des droits à remboursement : NA,
- Taux d'évolution des coûts médicaux : NA.

La dernière évaluation complète a été réalisée au 31 décembre 2022.

Pour la clôture 2024, nous avons utilisé la projection simplifiée réalisée par notre actuaire fin 2023.

La prochaine évaluation complète sera effectuée en 2025 (mise à jour des hypothèses de taux d'actualisation et d'inflation et prise en compte des prestations IFC versées au cours de la période).

III. — Notes annexes aux comptes annuels.**3.1. Actif.****3.1.1. Créances sur les établissements de crédit :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
A vue	154 052	177 392
A terme	319 950	374 753
Créances rattachées	7 073	3 871
Total	481 076	556 015

Les créances sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature des concours.
Les créances à vue comprennent les comptes ordinaires.

Les créances à terme sont composées de prêts correspondant majoritairement au remplacement des fonds propres de SG Factoring auprès de la Société Générale (303 150 KEUR).

Les intérêts courus sont enregistrés en créances rattachées pour 7 073 KEUR.

3.1.2 Opérations avec la clientèle :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Crédits à la clientèle	937 926	1 145 815
Affacturage	8 563 330	8 721 369
Comptes ordinaires débiteurs	31 758	59 348
Valeurs non imputées	8 050	
Créances douteuses brutes	113 057	124 244
Dépréciations	-25 863	-27 661
Créances rattachées	864	761
Total	9 629 121	10 023 875

Les crédits à la clientèle comprennent des bordereaux de remise d'effets ou de factures dans le cadre de la loi Dailly pour 45 882 KEUR. Des crédits à l'exportation viennent compléter ce poste avec des encours s'élevant à 892 044 KEUR.

Les créances prises en affacturage représentent un stock de factures cédées à SG FACTORING restant à recouvrer, hors créances douteuses. Les factures sont enregistrées au bilan pour leur valeur nominale quel que soit le type de contrat, avec ou sans recours, au titre duquel elles sont cédées.

Les comptes adhérents débiteurs représentent la créance de SG Factoring sur l'adhérent.

Créances douteuses brutes :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Débiteurs douteux	9 982	1 852
Adhérents douteux	103 076	122 392
Total (1)	113 058	124 244
<i>(1) Dont 21 007 K€ de créances douteuses compromises</i>		

Les intérêts sur créances douteuses sont comptabilisés lorsque perçus.

Dépréciations :

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	Dotations	Reprises	31/12/2024
Dépréciations / débiteurs	1 848	307	198	1 957
Dépréciations / adhérents	25 814	3 157	5 065	23 905
Total	27 661	3 464	5 263	25 863

3.1.3. Participations et autres titres détenus à long terme :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Certificats d'association et d'associés FGDR	53	56

L'évolution de ce poste est en ligne avec celle de nos des dépôts couverts au sens du Fonds de Garantie des dépôts et Résolution.

3.1.4 Valeurs immobilisées :

Immobilisations brutes :

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	Acquisitions	Sorties	Virement comptable	31/12/2024
Immobilisations incorporelles	82 708	9 182	0	588	91 302
Immobilisations corporelles	6	0	0	0	6
Immobilisations en cours	2 958	7 607	70	8 594	1 901
Total	85 672	16 789	70	9 182	93 209

La variation des immobilisations brutes correspond aux développements informatiques immobilisés.

Amortissements :

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	Dotations	Reprises	31/12/2024
Immobilisations incorporelles	62 650	7 217	0	69 867
Immobilisations corporelles	1	0	0	1
Total	62 651	7 217	0	69 868

3.1.5 Autres actifs :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Dépôts de Garantie	4 509	4 131
TVA déductible	254	353
Autres	769	900
Total	5 532	5 384

Les dépôts de garantie sont constitués pour l'essentiel du FRU/FGDR (4 018 KEUR).

Les autres débiteurs divers enregistrent pour l'essentiel des avances et acomptes au personnel ou aux fournisseurs et des facturations pour des prestations hors affacturage.

3.1.6 Comptes de régularisation :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Charges Constatées d'avance	1 550	1 156
Produits à Recevoir - Exploitation	4 139	5 843
Produits à Recevoir - Divers	354	354
Excédent d'actif de régime retraite	529	594
Compte d'attente et divers	38	4 835
Total	6 610	12 781

La variation du poste compte de régularisation s'explique par les :

- Charges constatées d'avance sur factures fournisseurs pour 1 550 KEUR contre 1 141 KEUR en 2023.
- Produits à recevoir :
 - o La baisse des produits à recevoir d'exploitation pour -1 704 KEUR
 - o L'arrêt du programme TLTRO en 2024 contre 1 269 KEUR en 2023,
 - o Le démarrage en 2024 de la titrisation Pulsar pour 754 KEUR.
- Soldes débiteurs des comptes d'attente : débouclage réalisé sur 2024.

3.2. Passif.**3.2.1. Dettes envers les établissements de crédit :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
A vue	74 147	98 725
A terme	8 344 835	8 875 117
Dettes rattachées	23 571	38 686
Total	8 442 552	9 012 528

Les créances clientèle étant payables à court terme, le financement de SG Factoring (découvert et spots) est au maximum à 120 jours sauf pour certaines opérations de Forfaiting International financées à plus de 4 mois.

Les intérêts courus sur ces dettes sont portés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

3.2.2. Opérations avec la clientèle.

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Comptes créditeurs de la clientèle	731 187	734 894
Retenues de garantie	564 919	459 422
Autres sommes dues	16 772	42 736
Dettes rattachées	24	27
Total	1 312 902	1 237 079

Ce poste est essentiellement composé des comptes courants des adhérents (comptes créditeurs de la clientèle), des retenues de garantie et des autres sommes dues qui regroupent notamment des sommes mises en séquestre ainsi que des règlements reçus sur les derniers jours de décembre à imputer sur les comptes tiers.

3.2.3 Dettes représentées par des titres.

SG Factoring n'utilise plus de billets à ordre émis dans le cadre du financement de ses adhérents depuis 2023.

3.2.4. Autres passifs :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Personnel	12 093	13 459
Impôts sur les sociétés*	13 711	14 951
Créditeurs divers	2 521	2 613
Organismes sociaux - personnel	968	1 097
Tva	2 117	2 894
Fournisseurs	253	260
Total	31 663	35 274

* SG Factoring est intégrée fiscalement au groupe Société Générale, avec lequel une convention a été signée le 1^{er} janvier 1995.

Les dettes au « Personnel » se décomposent de la façon suivante :

Personnel (En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Participation	1 882	2 049
Intéressement	1 432	1 319
Provision congés payés	1 838	1 870
Provision RTT / CET	1 904	1 670
Provision Primes et charges sociales	5 037	6 551
Total	12 093	13 459

3.2.5. Comptes de régularisation :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Produits perçus d'avance	32 075	49 344
Charges à payer	16 395	15 735
Commissions dues aux réseaux	1 919	1 813
Impôts et taxes	1 802	1 031
Autres comptes de régularisations	149	645
Total	52 339	68 569

La variation du poste comptes de régularisation s'explique principalement par la diminution de nos produits perçus d'avance : Commissions de financement – précomptes et report de commission d'affacturage pour 32 075 KEUR contre 49 344 KEUR en 2023.

3.2.6. Provisions :

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	Dotations	Reprises	31/12/2024
Litiges adhérents	435	654	60	1 029
Médaille du travail	15	0	0	15
Litiges et risques divers (1)	1 366	894	978	1 281
Provisions Collectives pour risque de crédit (2)	5 554	2 871	3 819	4 605
Total	7 370	4 419	4 858	6 930

(1) Dont provision pour litiges liés au personnel pour 925 KEUR.
(2) Cf. Note 2.4

Les provisions pour risques et charges représentent des passifs dont l'échéance ou le montant ne sont pas fixés de façon précise.

Leur constitution est subordonnée à l'existence d'une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers.

3.2.7. Capitaux propres :

— Evolution des Capitaux Propres :

(En milliers d'Euros)	Capital	Réserve légale	Autres réserves	Report à nouveau	Résultat	Capitaux propres
Bilan au 31/12/2023	14 400	1 440	206 162	1	38 310	260 313
2023 Affectation du résultat			38 310		-38 310	0
Résultat de la période					39 033	39 033
Bilan au 31/12/2024	14 400	1 440	244 472	1	39 033	299 346

Le capital est réparti en 600 000 actions ordinaires donnant chacune un droit de vote. La valeur de l'action est de 24 euros.

Proposition d'affectation du résultat 2024 :

Le bénéfice de l'exercice s'établit à 39 033 KEUR. La situation au 31 décembre 2024 est la suivante :

Bénéfice de l'exercice 2024	39 033
Report à nouveau 2024	0
Formant un bénéfice distribuable de	39 033

La réserve légale étant dotée en totalité, le bénéfice distribuable est proposé d'être affecté de la façon suivante (montant en KEUR) :

Dotation aux comptes de réserves facultatives	39 032
Versement de dividendes aux actionnaires	0
Le solde au Report à nouveau	1
Total	39 033

3.3. Compte de résultat**3.3.1. Marge financière :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Intérêts et produits assimilés	402 584	406 723
Dont commissions d'anticipation	389 512	396 722
Dont produits sur opérations interbancaires	13 072	10 001
Intérêts et charges assimilées	-314 103	-309 465
Dont Charges sur opérations interbancaires	-314 103	-309 465
Marge financière	88 482	97 258

3.3.2. Commissions.

— Commissions de service :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Commissions d'affacturage	24 523	26 696
Autres commissions	18 090	19 257
Total	42 613	45 953

— Commissions (Produits) :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Commission sur Engagement de Garantie SG	4 653	3 542
Commission créances collatéralisées	3 365	6 653
Total	8 018	10 196

— Commissions (Charges) :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Assurance-crédit	6 584	9 660
Rétrocession commission	1 880	2 260
Commissions de contre garantie	2 983	4 088
Commissions d'apport*	4 268	0
Frais bancaires	842	1 092
Total	16 556	17 099

(*) Suite à un reclassement opéré en 2024, les commissions d'apporteurs d'affaires sont classées en diminution du Produit Net Bancaire 2024 pour 4 268 KEUR. Elles étaient comptabilisées en frais généraux à hauteur de 4 692 KEUR en 2023.

3.3.3. Charges générales d'exploitation :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Salaires et traitements	25 092	25 251
Charges sociales	12 202	11 891
Dont charges de retraite	1 854	1 875
Intéressement et participation des salariés	3 314	3 368
Autres : Production immobilisée, refacturation, taxes	-1 317	-1 061
Total Frais de personnel	39 291	39 450
Impôts et taxes	628	3 660
Services extérieurs (*)	22 979	28 994
Total	62 898	72 103

(*) Les commissions d'apport étaient comptabilisées en frais généraux à hauteur de 4 692 KEUR en 2023.

3.3.4. Dotations aux amortissements :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Sur immobilisations incorporelles	7 217	6 652
Sur immobilisations corporelles	1	1
Total	7 218	6 653

3.3.5 Coût du risque :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Dotation provision base portefeuille	-2 817	-3 288
Reprise provision base portefeuille	3 844	3 658
Dotations pour dépréciation des créances douteuses	-3 464	-7 480
Reprises de dépréciation des créances douteuses	5 238	3 102
Pertes sur créances irrécouvrables	-2 364	-1 868
Récupérations sur créances amorties	13	142
Dotations pour provisions passif	-837	-45
Reprises de provisions passif	282	264
Total	-105	-5 515

3.4. Hors-bilan**3.4.1. Engagements donnés :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Engagement de garantie Créances IMPORT	6 482	8 075
Engagement garantie donnée Groupe	903 380	759 171
Total	909 862	767 246

Les créances garanties IMPORT correspondent aux garanties données aux Factors étrangers dans le cadre des opérations Import.

SG Factoring a mis en place des engagements de garantie en fonction de conventions de partage de risque dans le cadre de ses opérations dites hybrides refinancées par titrisation avec le Groupe Société Générale.

L'ensemble des engagements Hors Bilan donnés est effectué entre Etablissements de Crédit.

3.4.2. Engagements reçus :

En KEUR	31/12/2024	31/12/2023
Garanties reçues au titre du risque de crédit	3 339 606	1 740 805
Accord de refinancement et engagement de financement	70 309	357 079
Contre-garanties reçues du Groupe Société Générale	322 473	1 034 622
Contre-garanties reçues d'autres banques	87 117	87 117
Avals bancaires reçus dans le cadre de l'activité Forfaiting	19 524	8 489
Autres engagements de garantie reçus	188 109	206 416
Engagements de garanties reçues	903 380	759 171
Total	4 930 518	4 193 699

Le poste « garanties reçues au titre du risque de crédit » correspond à la limite de décaissement prévue dans le contrat d'assurance-crédit. Cette limite de décaissement représente le montant maximum d'indemnisation que la compagnie d'assurance-crédit accepte de décaisser au cours d'une même année d'assurance.

Le poste « Autres engagements de garantie reçus » correspond à la contre-garantie accordée par les compagnies d'assurance-crédit à certains de nos adhérents, dans le cadre d'une police d'assurance qu'ils ont contracté directement et dont ils délèguent le droit à indemnité à SG Factoring.

SG Factoring a également mis en place des engagements de garantie en fonction de convention de partage de risque dans le cadre de ses opérations refinancées par titrisation avec le Groupe SG.

3.5. Informations relatives au personnel.

3.5.1. Effectif moyen :

— Ventilation de l'effectif moyen proraté en 2024 :

Effectif	Total	Cadres	Non cadres
Effectif salarié moyen (CDI, CDD, alternants, hors détachés)	251	173	78
Détachés SG	77	71	6
Effectif total	328	244	84

3.5.2. Rémunérations.

Les rémunérations allouées au titre de l'exercice 2024 sont :
aux organes d'administration (jetons de présence) : 11,5 KEUR.
aux organes de direction : 3 personnes - le Directeur Général & 2 Directeurs Généraux Délégués : 920 KEUR.

3.6. Autres informations.

3.6.1. Tableaux des échéances des créances et dettes.

— Créances ventilées selon la durée résiduelle (en KEUR) :

Poste	Montant brut	Echéance			
		Moins de 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	De plus de 5 ans
Caisse, Banque de France					
Créances sur les établissements de crédit	481 076	334 401	33 355	113 320	0
Opérations avec la clientèle (1)	9 629 121	9 278 074	299 992	51 055	0
Autres actifs	5 532	1 024	0	4 508	0
Comptes de régularisation	6 610	6 610	0	0	0
(1) 8 497 361 KEUR de créances non éligibles aux opérations de politique monétaire ou à l'IEOM					

— Dettes ventilées selon la durée résiduelle (en KEUR) :

Poste	Montant brut	Echéance			
		Moins de 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	De plus de 5 ans
Dettes envers les établissements de crédit	8 442 552	6 974 125	419 941	1 048 486	0
Opérations avec la clientèle	1 312 902	1 312 902	0	0	0
Dettes représentées par un titre	0	0	0	0	0
Autres passifs	31 663	30 181	1 482	0	0
Comptes de régularisation	52 339	51 595	744	0	0

3.6.2. Tableau des entreprises liées (En milliers d'Euros)

Toutes les transactions avec les parties liées ont été conclues à des conditions normales de marché.

Postes	Montant concernant les entreprises liées
Créances sur les établissements de crédit	481 076
Opérations avec la clientèle (compte à l'actif)	2 570
Obligations et autres titres à revenus fixe	
Autres actifs	2 878
Dettes envers les établissements de crédit	-7 440 401
Opérations avec la clientèle (compte au passif)	-147
Dettes représentées par un titre	
Autres comptes passif	
Autres passifs	-13 485
Produits sur opérations interbancaires	
Intérêts et charges assimilées	275 284
Commissions de service	
Commissions (charges)	768
Commissions de garantie	-4 078
Autres produits d'exploitation bancaire	-430
Autres charges d'exploitation bancaire	1 898
Charges générales d'exploitation	25 870
Engagements donnés	903 380
Engagements reçus	-2 307 448

Aucune transaction avec lesquelles Société Générale Factoring a un lien de participation.

3.6.3. Informations sectorielles (En milliers d'Euros)

— Encours des créances, hors créances douteuses, ventilées en fonction du secteur économique des débiteurs :

Secteur économique	Encours	Taux
Commerce de gros	2 215 015	23,31%
Commerce de détail, Réparation	1 587 729	16,71%
Autres	752 491	7,92%
Industrie automobile	717 720	7,55%
Télécommunications	682 354	7,18%
Agriculture, industrie agro-alimentaire	593 242	6,24%
Services aux entreprises	419 160	4,41%
Activités financières	370 259	3,90%
Métallurgie, minéraux	348 026	3,66%
Chimie, caoutchouc, plastique	317 546	3,34%
Activités immobilières	307 145	3,23%
Industrie des biens d'équipement	279 035	2,94%
Construction navale, aéronautique, ferroviaire	207 107	2,18%
Construction	194 901	2,05%
Transports, postes, logistique	174 811	1,84%
Biens de consommation	154 560	1,63%
Hôtellerie, restauration, loisirs	94 452	0,99%
Administrations publiques	27 420	0,29%
Industrie du bois, Papier	27 254	0,29%
Santé, actions sociales	15 992	0,17%
Media	9 516	0,10%
Education, activités associatives	3 197	0,03%
Pétrole, gaz	1 252	0,01%
Services personnels, domestiques	824	0,01%
Services collectifs	248	0,00%
Total	9 501 256	100,00%

— Encours des créances, hors créances douteuses, ventilées en fonction de la zone géographique des débiteurs :

Zone géographique	Encours	Taux
France	4 308 959	45,35%
Union européenne	3 147 325	33,13%
Amérique du nord	1 628 285	17,14%
Autres pays Europe	137 663	1,45%
Asie	110 754	1,17%
Amérique centrale	76 560	0,81%
Afrique	76 371	0,80%
Amérique du Sud	15 340	0,16%
Total	9 501 256	100,00%

3.6.4 Honoraires des commissaires aux comptes :

Le tableau ci-dessous présente les honoraires facturés par nos commissaires aux comptes au cours des 2 derniers exercices :

(En milliers d'Euros)	Kpmg	E&y	Pwc audit	Deloitte
	2024	2023	2024	2023
Certification des comptes	82	82	82	82
Services autres que la certification des comptes (SACC) (*)	0	16	0	0
Total	82	98	82	82
(*) Il s'agit de procédures convenues				

3.6.5. **Consolidations.** — SG Factoring est consolidée par intégration globale par la Société Générale.

3.6.6. **Intégration fiscale :**

SG Factoring est intégrée fiscalement au groupe Société Générale, avec lequel une convention a été signée le 1er janvier 1995.

SG Factoring constate dans ses comptes la dette d'impôt, vis-à-vis de la société intégrante Société Générale déterminée conformément à l'application de la convention d'intégration fiscale.

SG Factoring ne bénéficie d'aucun déficit reportable à la clôture de l'exercice.

IV. — Evénements post clôture.

Aucun événement notable n'est survenu depuis la clôture de l'exercice.

V. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels.

(Exercice clos le 31 décembre 2024.)

À l'Assemblée Générale de la Société Générale Factoring,

Opinion. — En exécution de la mission que vous nous avez confiée, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Société Générale Factoring relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit et de contrôle interne.

Fondement de l'opinion :

— **Référentiel d'audit :** Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

— **Indépendance :** Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit. — En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Risque de crédit lié à la défaillance du débiteur et/ou de l'adhérent.
(Se référer aux notes 2.4, 3.1.2 et 3.2.6 de l'annexe aux comptes annuels)

Point clé de l'audit	Réponse d'audit apportée
<p>Au 31 décembre 2024, le montant total des encours de prêts à la clientèle exposés au risque de crédit s'élève à 9 655 M€, le montant total des dépréciations associées s'élève à 26 M€ et celui des provisions pour risque de crédit s'élève à 5 M€</p> <p>Les opérations avec la clientèle sont porteuses d'un risque de crédit qui expose votre société à une perte potentielle si son adhérent ou le débiteur de son adhérent s'avère incapable de faire face à ses engagements financiers.</p> <p>Votre société constitue des dépréciations et provisions destinées à couvrir ce risque. Votre société a recours au jugement et procède à des estimations comptables pour évaluer le niveau des dépréciations individuelles des créances douteuses. Par ailleurs, le montant des provisions collectives pour risque de crédit est déterminé sur la base des créances saines.</p> <p>Ces provisions collectives sont évaluées à partir de modèles reposant sur la détermination de paramètres de risque (probabilités de défaut, pertes en cas de défaut, expositions...) et comportent une dimension prospective.</p> <p>Nous avons considéré que le risque de crédit constituait un point clé de l'audit en raison de l'importance du jugement dans l'appréciation du risque et l'incertitude d'estimation dans la détermination des provisions et dépréciations, particulièrement dans un contexte d'incertitude lié à la situation géopolitique et économique.</p>	<p>En réponse à ce risque, nos travaux ont consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none">- Prendre connaissance de la gouvernance encadrant le processus de classification, de notation et de détermination des provisions et des dépréciations ;- Tester la conception et l'efficacité du contrôle interne relatif au processus d'évaluation des provisions et dépréciations sur les crédits à la clientèle ;- Avec l'appui de nos spécialistes en risque de crédit, apprécier le caractère approprié des modèles, des hypothèses et des scénarios macro-économiques utilisés pour l'évaluation des provisions collectives ;- Avec l'appui de nos spécialistes en audit informatique, tester sur la base d'échantillons les contrôles généraux informatiques et les contrôles automatiques relatifs à l'évaluation des provisions et des dépréciations ;- Sur une sélection d'encours provisionnés à dire d'expert, apprécier le caractère raisonnable du niveau de dépréciation retenu dans les comptes- Nous avons également apprécié le caractère approprié des informations présentées dans l'annexe aux comptes annuels relatives aux provisions et dépréciations sur les crédits à la clientèle.

Vérifications spécifiques. — Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du Conseil d'Administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

— **Désignation des commissaires aux comptes** : KPMG S.A. et PricewaterhouseCoopers Audit ont été nommés commissaires aux comptes de la société par l'assemblée générale du 18 juin 2024.

Au 31 décembre 2024, nos deux cabinets étaient dans la première année d'exercice de leur mission sans interruption.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels.

— **Objectif et démarche d'audit :** Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

— **Rapport au comité d'audit :** Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris La Défense, et Neuilly-sur-Seine, le 14 avril 2025.

Les Commissaires aux comptes :

KPMG S.A.
Nicolas BOURHIS
Associé

PricewaterhouseCoopers Audit
Ridha BEN CHAMEK
Associé